



**Prière d'afficher et de diffuser**

**APPEL DE CANDIDATURES  
PROGRAMME DE COOPÉRATION VOLONTAIRE**

---

<b>Poste :</b>	Conseiller(ère) juridique volontaire- Formateur en matière de violences sexuelles
<b>Lieu de travail:</b>	Bamako, Mali
<b>Durée:</b>	Mission d'une semaine Huit
<b>Date de début:</b>	Octobre 2016
<b>Langue de travail:</b>	Français
<b>Conditions:</b>	<p>Le mandat est de nature volontaire. Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billet d'avion) sont couverts par le programme.</p> <p>Le mandat est non accompagné. Les frais liés à l'accompagnement par un(e) conjoint(e) ou des enfants ne sont pas couverts.</p> <p>Le/a coopérant(e) doit participer à des séances de formation et préparation pré-départ.</p>

---

**Contexte**

Le projet « *Justice, prévention et réconciliation pour les femmes, mineurs et autres personnes affectées par la crise au Mali* » est mis en œuvre par le consortium formé d'Avocats sans frontières Canada (ASFC), le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et l'École nationale d'administration publique (ÉNAP). Il vise l'amélioration de la protection des droits des enfants, des femmes et des collectivités pauvres et marginalisées, ainsi que le renforcement de la démocratie et de la primauté du droit par l'accès à la justice.

**Sécurité**

La sécurité des coopérants volontaires et des autres collaborateurs(trices) du projet est au cœur des préoccupations d'ASFC et de ses partenaires membres du consortium mettant en œuvre le projet JUPREC au Mali. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatriés, les coopérant(e) volontaires et le personnel en mission court terme. Le/la candidat(e) choisi(e) sera formé(e) en matière de sécurité et devra s'engager à respecter les mesures et protocoles en la matière. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, le consortium peut reporter ou annuler le déploiement du ou de la coopérant(e)s sélectionné(e), notamment pour des motifs liés à la sécurité.

**Résumé du mandat et des responsabilités**

Par une formation, cette mission vise à renforcer les compétences pratiques et techniques des avocats, juristes, organisations de la société civile et acteurs de la chaîne pénale en matière de représentation des victimes et traitement de cas de violences sexuelles. La mission pourrait avoir lieu dans la seconde moitié d'octobre. Le/la coopérant(e) devra consacrer environ 30

heures à la préparation de la mission et une dizaine d'heure à son retour pour finaliser son mandat.

Les principaux objectifs de la formation sont :

1. Renforcer les capacités des acteurs de la chaîne pénale qui traitent les cas de violences sexuelles en vue d'améliorer leurs pratiques ;
2. Renforcer les capacités des avocats et des organisations de la société civile qui représentent et accompagnent les victimes de violences sexuelles, principalement les femmes ;
3. Sensibiliser les acteurs judiciaires et les avocats aux droits des femmes et leurs réalités ;
4. Favoriser l'échange d'expériences et de bonnes pratiques en offrant une plateforme d'interaction entre des acteurs nationaux concernés ;
5. Renforcer la maîtrise des participants des instruments et de la jurisprudence internationaux portant sur les droits des femmes et les violences sexuelles.

Sous la supervision de la conseillère juridique en charge de cette thématique chez ASFC et d'un responsable du projet JUPREC au Mali, et en collaboration avec des intervenant(e)s malien(ne)s, le/la coopérant(e) volontaire travaillera à élaborer et à dispenser la formation. Il ou elle devra :

- Prendre connaissance avec les principaux défis rencontrés par les victimes de violences sexuelles pour accéder à la justice au Mali ;
- Se familiariser avec le système criminel malien ;
- Développer des outils de formation (documentation, power point, document de référence);
- Élaborer des exercices pratiques adaptés aux réalités rencontrées par les acteurs de la justice afin de les intégrer à la formation ;
- Dispenser la formation pratique aux différents publics cibles ;
- Offrir de l'assistance technique et de l'accompagnement pratique aux avocats et acteurs(trices) de la justice malienne sur des cas de victimes de violences sexuelles ;
- Élaborer une évaluation de la formation ;
- Élaborer des outils de suivi qui permettront de s'assurer que la matière a été acquise par les intervenants ;
- Rédiger un rapport de mission et un billet pour le blogue d'ASFC.

### **Qualifications et exigences**

- Détenir un diplôme en droit ou dans un domaine connexe ;
- Expérience pertinente d'au moins 5 ans dans le domaine des violences basées sur le genre ou des violences sexuelles, et expérience de travail avec des survivants de violence ;
- Connaissances des instruments juridiques nationaux et internationaux dans le domaine ;
- Expérience en matière de formation et/ou de pédagogie ;

- Capacité à appréhender et à comprendre les différences culturelles et les réalités socio-économiques d'un pays fragile ou en crise ;
- Capacité à intégrer rapidement les notions de droit interne malien pour les harmoniser avec les connaissances en droit national ou international ;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains ;
- Être membre d'ASFC et adhérer aux valeurs et principes d'intervention de l'organisation ;
- Bonne maîtrise du logiciel Microsoft Powerpoint ;
- Excellente maîtrise de la langue française. Capacité de vulgarisation.

### **Atouts**

- Titre d'avocat(e) ;
- Expérience de coopération internationale ;
- Expérience de travail en Afrique de l'Ouest, de préférence au Mali, ou connaissances du contexte social, économique et juridique du pays ;
- Connaissance des intervenants canadiens, Maliens et internationaux du domaine de la justice (gouvernementaux et société civile) actifs au Mali.

### **Processus de sélection**

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent soumettre leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) **en français** avant le **dimanche 11 septembre 2016 à 23h59** par courriel. Nous invitons toutefois les candidats intéressés à **se manifester le plus rapidement possible**.

Courriel : [recrutement.pcv@asfcanda.ca](mailto:recrutement.pcv@asfcanda.ca) – Svp inscrire comme objet du courriel « Conseiller(ère) juridique volontaire – Formateur en matière de violences sexuelles Mali 2016 »

**Nous remercions tous les candidat(e)s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour entrevue seront contactées.**